ASSEMBLÉE NATIONALE

28 juillet 2007

CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC - (n° 101)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 170

présenté par

M. Vidalies, M. Brottes, M. Mallot, M. Destot, M. Dolez, M. Bono,
Mme Lepetit, M. Eckert, Mme Coutelle, M. Gille, M. Viollet, M. Duron,
M. Charasse, M. Deguilhem, M. Françaix, M. Giacobbi, M. Gorce, M. Goua,
M. Grellier, M. Issindou, M. Letchimy, M. Néri, M. Le Bouillonec, Mme Iborra
et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

ARTICLE 2

Compléter la fin de la dernière phrase de l'alinéa 2 de cet article par les mots :

« , pour autant qu'il respecte la hiérarchie des normes et le principe de faveur. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à garantir les droits des salariés des entreprises de transports, et notamment de celles où la présence syndicale n'est pas assurée.

Ce faisant, il assure ces salariés de la protection des dispositions législatives et réglementaires, des accords interprofessionnels ou de branche, qui doivent s'appliquer de plein droit à toutes les entreprises du secteur concerné, et auxquels doit satisfaire l'accord-cadre d'entreprise.